

La Nouvelle-Zemble: carrefour stratégique de l'Arctique russe

Description

Aujourd'hui encore, en Nouvelle-Zemble, les enjeux restent avant tout stratégiques. L'archipel est un ancien site d'essais nucléaires soviétiques et la voie de passage obligatoire de la Route maritime du nord.

Ses mers bordières renferment aussi de gigantesques gisements pétroliers et gaziers dont il faudra à terme clarifier les modalités d'exploitation. La création récente, en 2009, d'un Parc naturel arctique russe dans le nord de la Nouvelle-Zemble laisse entrevoir une volonté politique affirmée de tenir compte des problématiques environnementales.



Carrefour de la Route maritime du nord

Il a fallu attendre l'exploit du Suédois Nordenskjöld, en 1879, pour parcourir intégralement la Route maritime du nord (RMN/*Sevmorput*), reliant la mer de Barents au détroit de Béring. En 1905, suite à la défaite militaire contre le Japon et face au risque de guerre contre l'Allemagne et la Turquie, la hantise d'être coupée de ses voies d'accès maritimes incite la Russie à se doter d'infrastructures maritimes solides sur ses côtes arctiques. Pendant la Première Guerre mondiale, le rôle militaire et stratégique des ports de Mourmansk et d'Arkhangelsk est renforcé. Sous les Soviets, un Comité de la Route du nord est créé. Un premier voyage commercial entre Mourmansk et Vladivostok est effectué en 1932. C'est le temps des grands défis staliniens, du triomphe de l'homme sur la Nature et de la glorification des conquérants des terres vierges du Nord.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les Alliés utilisent la Route du nord pour ravitailler la Russie. La consolidation de cette route passe alors impérativement par la construction de brise-glaces. Depuis le dernier quart du 20^e siècle, la réouverture quasi-permanente des voies maritimes arctiques permet d'envisager véritablement la création d'une route commerciale polaire, passant par le nord de la Russie. A partir de 1978, la RMN est ouverte toute année de Mourmansk (mer Blanche) à Doudinka (mer de Kara), et de juin à novembre de Dikson (à l'embouchure de l'Énilisse) à Vladivostok. Elle est parcourue par une flotte de brise-glaces ouvrant la voie à des transporteurs qui assurent l'acheminement des ressources minières de l'Arctique russe vers des unités de transformation, notamment vers la Chine. D'aucuns y voient un « troisième canal » qui, après celui de Suez et de Panama, raccourcit les distances transocéaniques. Cette réduction peut aller jusqu'à 7 000 km pour les routes maritimes reliant l'Europe à l'Asie. A ce titre, les archipels et les détroits des mers polaires vont être amenés à jouer un rôle clé dans le contrôle de ces voies de passage.

Actuellement, cette circulation maritime nord amplifie mais elle nécessite de nouveaux types de navires (brise-glaces nucléaires dits de troisième génération, porte-barges et cargos

spéciaux de 8 000 à 15 000 tonnes). Mais les mers polaires, davantage libres de glace, n'excluent pas les rencontres d'icebergs dérivants et instables, les *growlers*. Pour y parer et sécuriser un tel trafic, la Russie doit donc renforcer ses infrastructures portuaires et ses systèmes d'appui (suivi permanent et en 3D des glaces, stations météorologiques, radars, hélicoptères et avions de surveillance). Une autre contrainte est la visibilité, en particulier durant la nuit polaire. Mais, compte tenu de la faible luminosité, quelle que soit la période de l'année, tous les transbordements se font à la lumière de puissants projecteurs.

L'ère des essais nucléaires

Avec le contexte de la guerre froide et de la course aux armements des années 1950-1960, la Nouvelle-Zemble est résolument entrée dans l'ère de l'atome, se transformant en «*polygone de tir*». La Flotte du Nord s'y est installée dès octobre 1954. Pour des raisons stratégiques évidentes, l'Union soviétique y a mis en place une base aérienne, à Rogachevo, au sud-ouest de l'île sud, pour assurer à la fois la logistique et l'interception.

Un premier site d'essais nucléaires, le «*site A*», a été construit dans la baie Tchornaïa. Il fut utilisé essentiellement entre 1955 et 1962, avant d'être relayé par le «*site B*», dans le détroit de Matotchkine, qui accueille des essais souterrains entre 1964 et 1990. Un troisième, le «*site C*», à *Soukhoï Nos*, servit de 1957 à 1962 et fut le théâtre, le 30 octobre 1961, d'une explosion aérienne, à 3 500 mètres d'altitude, d'une bombe de 50 mégatonnes, à *Tsar Bomba*, la plus forte explosion nucléaire jamais réalisée au monde. En réalité, d'autres essais furent conduits en d'autres lieux de l'archipel, la moitié de sa surface étant officiellement cataloguée comme «*zone d'essais*». À partir de 1989, le processus de *glasnost* a conduit à rendre les activités nucléaires plus transparentes. Les tests atmosphériques et souterrains ont cessé depuis 1990. Le dernier a été réalisé le 24 octobre 1990 dans un tunnel du détroit de Matotchkine. Quelques essais sous-marins auraient été conduits depuis, au moins entre 1998 et 2004. Les autorités russes précisent qu'il s'agit désormais de tests sans émissions radioactives ni explosions thermonucléaires.

Sur l'ensemble de la période 1955-1990, en Nouvelle-Zemble se sont déroulés 132 tests nucléaires, dont 91 atmosphériques, le tout représentant une puissance estimée entre 240 et 260 mégatonnes équivalent TNT. C'est 97 % de la puissance des essais atmosphériques soviétiques et près de 55 % de la puissance dégagée par la totalité des essais atmosphériques mondiaux. D'ailleurs, le polygone de tir est partiellement désaffecté. Beaucoup de bâtiments et de matériels sont restés sur place en l'état et le souffle des explosions a laissé des traces indélébiles. L'essentiel des archives est inaccessible ou a été détruit par les autorités pour des raisons de sécurité. Outre les problèmes de contamination radioactive, se pose aussi l'épineuse question du stockage des déchets nucléaires. L'archipel compte différents sites d'enfouissement immergés dans des systèmes de conteneurs (réacteurs nucléaires de sous-marins et combustible nucléaire de briseglaces), qui composent autant d'épaves sous-marines (sous-marin K27 par exemple).

La politique a été relancée en mai 2002, lorsque le *Minatom*, le ministre russe de l'Énergie atomique, a annoncé son projet de créer un nouveau site d'enfouissement devant être mis en place dès 2005 entre les mers de Barents et de Kara, pour un budget de près de 80 millions de dollars. Ce projet a été vivement contesté par les mouvements écologistes et anti-nucléaires, qui estiment que personne ne sera en mesure de contrôler les déchets déposés

dans cette zone inhabitée, au risque d'en faire une poubelle nucléaire mondiale. Les autorités russes ont toutefois spécifié que seuls les déchets nucléaires des régions d'Arkhangelsk et de Mourmansk y seraient déposés et qu'il n'était pas question que des déchets étrangers y soient entreposés. L'inquiétude suscitée par ce projet est pourtant autant plus légitime qu'en juin 2001 la Douma russe (Chambre basse) a approuvé une série d'amendements à la loi sur la protection de l'environnement, autorisant l'importation de déchets nucléaires étrangers en Russie à des fins de stockage et de retraitement.

La revendication des ressources sous-marines

Dans un contexte de droit international où les délimitations des plateaux continentaux restent encore mal définies, la Russie réclame des droits d'exploitation supplémentaires sur un espace maritime de 1,2 million de km², situé dans un triangle Tchoukotka-Mourmansk-Pôle Nord. En vertu de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, définie en 1982, les cinq États riverains de l'Arctique (Russie, États-Unis, Canada, Danemark, Norvège) peuvent exercer leur souveraineté sur leur Zone Économique Exclusive (ZEE) sur une bande côtière des 200 milles marins (370 km) et au-delà, s'ils arrivent à prouver que les fonds revendiqués constituent le prolongement de leur plateau continental. Les expéditions et contre-expéditions géologiques destinées à prouver ces affirmations se succèdent. Si, au cours de l'été 2007, un bathyscaphe russe a médiatiquement planté son drapeau lesté de plomb par 4 000 mètres de fonds sous le pôle Nord, c'est surtout pour revendiquer la continuité géologique des dorsales Lomonossov et Mendeleev.

Au plan régional, face au voisin norvégien, l'enjeu est de taille puisque les experts estiment que la mer de Barents renfermerait une réserve équivalente à 7,5 milliards de barils de pétrole et à 9 000 milliards de m³ de gaz ! Depuis 2004, les sociétés russes Lukoil, Gazprom et Yukos exploitent des gisements dans la mer de Barents et de Kara.

Les tensions sont particulièrement fortes dans le secteur compris entre le Svalbard et la Nouvelle-Zemble, où se trouvent les gisements les plus importants, mais aussi du fait qu'ils se situent au large du complexe militaro-industriel de Mourmansk. La mer de Barents est donc devenue un «*pic* géopolitique » : si la Russie se rapproche de l'Europe pour des raisons économiques, la Norvège préfère se tourner vers les États-Unis et la mer de Barents devient, de plus en plus fréquemment, un haut lieu de manœuvres et de démonstrations navales.

Pour garder sa capacité défensive et offensive dans l'espace Barents-Kara, la Russie dispose d'un imposant potentiel militaire (navires de surface, sous-marins nucléaires, bombardiers stratégiques) déployés sur un réseau de base situé entre Mourmansk, la Nouvelle-Zemble et l'archipel François Joseph. La Flotte du Nord a donc clairement toujours pour mission de maîtriser la mer de Barents et, au besoin, de prendre le contrôle du «*canal de Barents*», entre Svalbard et Finnmark, tenu par la Norvège.

Vers la création d'un Parc national arctique russe

La coopération entre Norvège et Russie avance pas mesurés, y compris dans le domaine environnemental. Cependant, en juin 2009, le Premier ministre russe, Vladimir Poutine, a signé une ordonnance gouvernementale, à l'initiative du ministre des Ressources naturelles, portant sur la création du Parc national *Rousskaïa Arktika* (Arctique russe), dans l'archipel de Nouvelle-Zemble. Côté norvégien, au Svalbard, les deux-tiers du territoire sont déjà des espaces

protégés. La Nouvelle-Zemble, elle, est un des principaux foyers de reproduction des ours blancs des mers de Barents et de Kara, mais aussi de la baleine du Groenland, de morses, de rennes et de nombreux oiseaux. L'ours blanc, animal polaire emblématique, est menacé de disparition. La WWF estime que, d'ici 2050, les deux-tiers d'entre eux, sur une population évaluée à 25 000, pourraient disparaître. La principale raison en est la réduction progressive de la banquise, qui est leur principal terrain de chasse au phoque. Généralement, ours du Svalbard et ours de Nouvelle-Zemble se rattachent à la même population.

Initialement, la superficie du parc devait, selon la proposition du ministre, dépasser 80 000 km². Il en fait actuellement 14 260, dont 7 940 en mer et 6 320 sur la terre ferme. Le parc exclut toute activité industrielle mais s'ouvrira vraisemblablement à des formes de tourisme. En décembre 2009, à l'issue de la 15^e réunion du groupe mixte pour l'Environnement^[1] à Oslo, le ministre russe des Ressources naturelles a toutefois confirmé la volonté de coopération accrue entre Russie et Norvège concernant le développement du tourisme écologique dans ce parc. Les participants à la réunion ont également insisté sur la nécessité de préserver la biodiversité de la mer de Barents et l'utilisation rationnelle de ses ressources biologiques. Ils se sont dits prêts à promouvoir les contacts entre les deux pays dans ce domaine, en particulier concernant les questions relatives au changement climatique. Cela fera prochainement l'objet d'une 16^e rencontre, organisée cette fois en Russie.

[1] Cette commission, qui s'inscrit dans le cadre du Conseil de l'Arctique, vise à améliorer la coopération bilatérale entre les gouvernements russe et norvégien en matière d'environnement, plus particulièrement en mer de Barents.

* Olivier VANDERCRUYSSSEN est titulaire d'un DEA en Géographie de la mer et des littoraux. Doctorant (Dpt de langues slaves) à l'Université de Caen, associé à l'ERLIS (Equipe de recherche sur les littorales, les imaginaires et les sociétés). Terrains de recherche: Svalbard, Arctique russe, Sibérie.

Source photographie : www.belushka.narod.ru

Image not found or type unknown



[Retour en haut de page](#)

date créée

15/04/2010

Champs de Meta

Auteur-article : Olivier VANDERCRUYSSSEN*